



Réponse de SFR à la consultation publique de l'ARCEP relative à l'analyse des marchés pertinents du haut débit et du très haut débit

SFR remercie l'Autorité d'avoir lancé ce troisième cycle d'analyse des marchés 4 et 5. Ce nouveau cycle est, en effet, rendu nécessaire non seulement par des évolutions technologiques majeures (début du remplacement de l'ATM par l'Ethernet, prochaine mise en œuvre du dégroupage à la sous-boucle, progression des déploiements FTTx, problématique croissante de la gestion du cuivre : usage, saturation, etc.), mais également par les nombreux changements des marchés concernés, que ces changements se traduisent par la progression du dégroupage où les mutations des offres de détail pour le Grand Public, alors que la concurrence reste très limitée sur le marché des entreprises.

L'influence significative de France Télécom sur ces marchés en est la caractéristique principale et omniprésente. Les analyses de l'Autorité et les obligations complémentaires envisagées vont dans le bon sens et sont de nature à permettre un meilleur exercice de la concurrence.

SFR développe ci-après ses positions en regard des questions posées dans la consultation. L'efficacité des remèdes basés sur les obligations décrites dans la consultation dépend souvent des « détails » de mise en œuvre de ces obligations. SFR indique donc également les conditions minimales qui semblent nécessaires pour garantir cette efficacité. Ces conditions recouvrent au-delà de la nature des remèdes et de leur dimension tarifaire, la capacité à accéder à l'information et à bénéficier de processus réellement non discriminatoires. SFR salue à cet égard les analyses menées dans le document et préconise certaines mesures complémentaires.

SFR tient à rappeler cependant qu'au-delà de ces avancées, l'équilibre concurrentiel du marché des offres activées risque d'être rompu par les évolutions des offres de gros de collecte de France Telecom. SFR estime qu'il est indispensable de clarifier les bases comptables encadrant ces évolutions.

Enfin, plus fondamentalement, les méthodes de valorisation de la boucle et de la sous-boucle locale conditionnent l'équilibre et la dynamique concurrentielle du haut débit et du très haut débit. SFR souhaite rappeler son analyse de cette valorisation et attirer l'attention de l'Autorité sur les conséquences croissantes que les biais de cette valorisation ont sur les marchés concernés.

La réponse de SFR est transmise à l'Autorité en deux versions :

- une version complète, à la seule intention des autorités compétentes
- une version expurgée des informations couvertes par le secret des affaires, pour diffusion à tous les acteurs concernés et au Public.



Marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire.

Rappels de SFR sur la valorisation de la boucle locale cuivre

Au-delà des obligations imposées à France Télécom en matière de dégroupage de la boucle locale cuivre, SFR souhaite revenir spécifiquement sur le sujet de la valorisation de la boucle locale et rappeler à l'Autorité les points explicités ci après.

Dans sa décision n°05-834, l'ARCEP avait opté pour une valorisation des actifs de boucle locale (génie civil et câbles) selon la méthode des coûts courants économiques. Cette méthode de valorisation permettait selon l'ARCEP le financement d'un renouvellement des infrastructures cuivre à travers la constitution année après année de montants « *équivalents aux coûts de remplacement des actifs*¹ ». Or, la dynamique technologique laisse plutôt entrevoir un remplacement de l'infrastructure cuivre par de la fibre optique. Dans cette perspective, une méthode de valorisation permettant la constitution de fonds de remplacement n'apparaît plus pertinente. En effet, il paraît anormal de valoriser en coûts courants économiques une technologie en fin de vie. Dès lors, la méthode de valorisation pertinente est bien une méthode de valorisation en coûts réels ou coûts historiques

Il est donc essentiel de revoir les méthodes de valorisation des actifs de la boucle locale qui seront retenues pour le 3^{ème} cycle de régulation. Le nouveau contexte industriel et concurrentiel (et notamment l'apparition d'une nouvelle infrastructure à financer sur fonds privés) nécessite une révision profonde des choix méthodologiques faits en 2005 pour valoriser la boucle locale de cuivre.

En effet, la méthode retenue en 2005 conduit à un transfert financier considérable (de l'ordre de 1 milliard d'euros par an) en faveur de l'opérateur historique, sans que ce transfert n'ait aucune contrepartie pour ceux qui y contribuent (que ce soit les opérateurs alternatifs ou, in fine, les utilisateurs finaux des infrastructures de France Telecom) ni ne corresponde à un besoin de couverture de coût réellement déboursé par France Télécom. En revanche, ce transfert déséquilibre gravement les capacités de financement des opérateurs au bénéfice de l'opérateur historique.

Ainsi, les alternatifs réalisent 47% des investissements alors qu'ils ne perçoivent que 23% de l'EBITDA du secteur.

Cette situation très déséquilibrée apparaît contraire aux principes de concurrence effective et loyale et d'efficacité des investissements, principes qui doivent être pris en compte dans l'exercice d'évaluation des coûts de l'opérateur historique. Très concrètement, cette situation crée au regard du déploiement actuel de la fibre optique un déséquilibre de capacité d'investissement entre France Télécom et les opérateurs alternatifs, au détriment de ces derniers, d'autant plus important à régler rapidement que France Télécom annonce un plan d'investissement massif de plus de 2 milliards d'euros d'ici 2015.

Les coûts courants économiques sur-rémunèrent le passé et financent des investissements futurs totalement hypothétiques. Compte-tenu de la réalité des investissements actuels de France Télécom, et tels qu'ils peuvent être anticipés, s'agissant du cuivre ou du génie civil, la

¹ Décision n°05-0834, p. 10



méthode des coûts courants économiques n'a plus aucun caractère prospectif, ce qui était pourtant l'un des objectifs majeurs de l'ARCEP pour le choix de la méthode en 2005 : elle est techniquement assise sur les seuls investissements passés (mais réévalués et amortis différemment) et méthodologiquement fondée sur l'idée d'un besoin de provisionner un renouvellement qui n'aura pas lieu pour le cuivre, et qui restera limité pour le génie civil.

La méthode des coûts courants économiques est aujourd'hui à la fois inadaptée à ses objectifs, et dangereuse pour l'équilibre concurrentiel du marché. Il est donc crucial et urgent de reposer les bases de la méthode d'évaluation des actifs de la boucle locale. Dans cette optique, un retour aux coûts historiques comptables ne doit pas être écarté.

Pour introduire un élément de « lissage » des tarifs, il est, en outre, possible de fixer les tarifs dans une vision « prospective » prenant en compte les coûts historiques réels et les investissements prévisionnels à un horizon de plusieurs années (cette méthode consisterait donc à prendre en compte le coût comptable réel mais en intégrant les prévisions d'investissements futurs, à un horizon de cinq ans par exemple, et en lissant leur impact sur la même période). La méthode serait ainsi réellement prospective, et certainement plus prospective que la méthode actuelle des coûts courants économiques qui ne prend en compte, techniquement, que la chronique passée d'investissement (tout en la réévaluant et en l'amortissant différemment au motif qu'il convient de la rendre « prospective »).



Question 1 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'inclusion des offres fondées sur les appuis aériens dans la définition du marché pertinent. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements ils estimeraient pertinent d'inclure ou d'exclure tout ou partie de ces offres.

Les appuis aériens sont largement utilisés pour la boucle locale cuivre. L'Autorité rappelle l'importance de ces moyens (France Télécom dispose de 13 millions de supports aériens en propre sur poteaux, et d'un nombre au moins équivalent de supports communs au niveau de poteaux gérés par ERDF). Ces appuis existent sur l'ensemble du territoire national et sont potentiellement un moyen majeur, après l'utilisation des conduites souterraines, pour déployer la fibre.

Le terme d'appui aérien recouvre une large diversité de techniques.

Il englobe des poteaux de caractéristiques différentes (nature du poteau, capacité en nombre et en poids, espacement, situation en linéaire, en angle, en intersection, etc.), soumis à des contraintes d'exploitation différentes (disposition des câbles, accessibilité, prévention des électrocutions, ..) et confiés à différents gestionnaires.

Il regroupe également les cheminements en façade d'immeubles, que cela soit via des supports ancrés dans les murs, ou en pose directe en accroche et/ou en corniche.

Bien entendu ces différents moyens n'ont d'intérêt qu'en ce qu'ils constituent des linéaires plus ou moins homogènes.

La connaissance du parc des appuis, des contraintes et des conditions réelles de mise en œuvre d'un déploiement pour des opérateurs autres que France Télécom est encore très limitée. De même, si France Telecom bénéficie dans la plupart des communes françaises d'un droit de fait au regard de l'existence et de l'usage de ses poteaux et de ses câbles en façade, l'offre d'appuis aériens aux alternatifs est en revanche naissante.

Au demeurant les appuis aériens constituent à l'évidence et dès l'horizon de la présente analyse de marchés une infrastructure physique majeure constitutive de la boucle locale.

L'exclusion, l'entrelacement ou la superposition des zones de conduites souterraines et d'appuis aériens dépend bien entendu de chaque situation locale, ainsi que la taille de ces zones. Ainsi, les opérateurs peuvent aussi bien rencontrer des zones homogènes à l'échelle des communes que des situations disparates dans une même rue. Il en découle comme le précise l'Autorité que les infrastructures souterraines et aériennes sont, au sens de la définition du périmètre du marché, localement exclusives et/ou complémentaires. SFR approuve donc l'inclusion des infrastructures aériennes dans le marché, mais précise que dans le cas où les 2 infrastructures sont simultanément disponibles, SFR souhaite pouvoir se déterminer librement en regard de caractéristiques techniques, économiques ou de tout autre critère.

Il est en effet très important de rappeler que les infrastructures souterraines et aériennes ne sont pas substituables au sens commun de l'usage qu'en font les opérateurs et au regard des obligations qui peuvent être imposées. Dit autrement, les offres basées sur les deux types d'infrastructures ne sont pas équivalentes. En effet, les conduites souterraines procurent une sécurité que l'aérien ne peut égaler. De plus, l'utilisation du génie civil de France Télécom dans le cadre des différentes offres de gros montre que les processus d'études, de commande et de mise en œuvre sont viables à large échelle. Les premières études d'appuis aériens révèlent au contraire plusieurs types de



difficultés (détaillées dans notre réponse à la question n° 10) non résolues à ce jour. Le multifibre semble également globalement incompatible avec un usage généralisé de l'aérien.

Aussi les appuis aériens sont considérés à ce jour par SFR comme un mode de déploiement complémentaire au mode général de déploiement en conduite souterraine.

SFR a répondu récemment à la consultation publique sur les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de Génie Civil de France Telecom. Cette consultation excluait précisément les appuis aériens de son périmètre d'analyse et préconisait une allocation des coûts entre transport et distribution surpondérant les coûts de la distribution.

L'analyse de marché 4 en cours d'instruction vise à introduire les appuis aériens comme moyens d'accès aux infrastructures physiques de la boucle locale. SFR réitère donc sa demande à l'ARCEP de lancer dans le cadre d'une révision de la décision 05-834, une consultation sur l'allocation des coûts de génie civil entre les segments du transport et de la distribution et au sein du segment de la distribution.

A cet effet, il y aura lieu de réviser l'assiette des coûts pertinents de la boucle locale ainsi que la clé d'allocation entre transport et distribution telles que définies au titre de la consultation publique précédente. SFR considère en effet que la forte proportion d'utilisation des appuis aériens sur le segment de la distribution devrait diminuer le poids péréqué de cette dernière vis-à-vis du transport.

Enfin, en ce qui concerne plus particulièrement les cheminements en façade, incontournables dans certains cas pour raccorder un immeuble ou un logement, ces derniers sont soumis à l'acceptation de l'ensemble des copropriétaires. L'opérateur doit pouvoir accéder aux façades où France Telecom est déjà présente (en optique ou en cuivre) sans avoir à négocier unitairement avec tous les propriétaires. Le régime des autorisations doit être éclairci, ainsi que précisé dans notre réponse à la question n°10.

Question 2 :

Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la délimitation retenue du marché pertinent.

SFR approuve la délimitation du marché 4 retenue par l'Arcep.

Cependant, il lui apparaît que l'inclusion des offres passives de mise à disposition de fibre optique des opérateurs et des collectivités ne peut être systématique : en effet, sa couverture nationale rend l'offre d'accès aux fourreaux de France Télécom incontournable. Par ailleurs, les offres alternatives des collectivités seront limitées du fait de l'incomplétude de leur couverture, de l'architecture technique retenue, des modalités opérationnelles d'accès, ou des tarifs pratiqués, par exemple.

Question 3 :

Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse menée par l'Autorité et la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.



SFR estime que France Telecom continue d'exercer une influence significative sur le marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale.

En effet, France Telecom détient :

- 99,99% des accès cuivre en France, qualifiés d'infrastructure essentielle,
- 350 000 km de génie civil souterrain, infrastructure sans commune mesure avec toute autre infrastructure du même type, et 13 millions de poteaux en propre plus un nombre supérieur de poteaux partagés avec ERDF,
- un réseau historique de fibres d'accès.

Cette influence se traduit bien évidemment sur les marchés aval. Ainsi France Telecom contrôle :

- près de 50% du marché de détail grand public,
- près de 85% du marché de détail entreprises,

et s'approprie une part prépondérante en valeur des marchés des télécoms en France si l'on considère l'addition des marges de France Télécom sur les marchés de détail et de gros.

Question 4 :

L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leurs observations relatives aux évolutions décrites en matière d'accès à la sous-boucle. En particulier, l'Autorité invite les acteurs à faire des propositions concernant la priorisation des commandes de raccordement à la sous-boucle.

Les évolutions de l'accès à la sous-boucle ont de nombreuses implications sur le plan technique et organisationnel, et un impact potentiel majeur sur l'équilibre concurrentiel.

L'analyse de l'Autorité détaille les implications technico-organisationnelles et SFR précise plus loin dans le texte les mesures d'encadrement qui lui semblent souhaitables. Mais il est avant tout nécessaire de mesurer l'impact concurrentiel de l'accès à la sous-boucle.

L'impact sur l'équilibre concurrentiel de l'accès à la sous-boucle est majeur. En effet, sur les zones dégroupées l'accès à la sous-boucle modifie considérablement la rentabilité des investissements consentis par les opérateurs alternatifs et expose ces derniers au dilemme du choix entre perdre leurs clients ou réinvestir dans un projet non rentable pour eux. Dans les zones non dégroupées un investissement en propre de France Télécom pourrait avoir des effets négatifs sur la concurrence, ainsi que le souligne l'analyse de l'Autorité. Et un projet financé par une Collectivité en zone non dégroupable pose à minima la question de l'usage de l'argent public permettant de valoriser les actifs d'un opérateur en situation de monopole de fait (sur la base qui plus est, de tarifs qui ne sont pas orientés vers les coûts réels).

D'un point de vue purement concurrentiel, le déport optique mutualisé est de loin, et sans conteste, la meilleure solution. Elle permet en effet de garantir la neutralité économique, la non discrimination et la synchronisation des processus entre tous les opérateurs, la pérennité des investissements passés et de la visibilité sur les investissements à venir, dans un schéma unique, clair et intelligible pour l'ensemble des acteurs.

SFR regrette que, au-delà des réserves techniques pouvant aujourd'hui exister à l'adresse de la solution de déport optique, l'ARCEP ait, après avoir nettement identifié les risques concurrentiels et les mérites de la solution de déport mutualisé dans ses recommandations



de février 2010, évincé de fait cette solution des discussions menées en 2010 à la suite de ses recommandations.

Il convient donc que l'ensemble des dispositions et recommandations qui seront prises à l'égard des autres solutions (i.e. l'installation d'un DSLAM physique au SR, que cela soit en mono ou bi-injection) apportent les mêmes garanties vis-à-vis de l'équilibre concurrentiel que le déport optique mutualisé. **La solution de déport optique mutualisé apparaît ainsi comme la « solution de référence concurrentielle ».**

Les solutions autres que le déport mutualisé soulèvent, comme expliqué dans l'analyse, de multiples questions et options technico-organisationnelles. Du fait de cette complexité, le dispositif à même d'apporter des garanties équivalentes à la solution de déport sera nécessairement constitué de mesures diverses, voire disparates. Ces mesures vont des préconisations techniques de l'armoire d'hébergement au SR à la priorisation des projets, sujet plus explicitement visé par la présente question de l'Autorité. **Il y a donc une nécessité particulière à ce que l'Autorité assure la cohérence et la robustesse d'ensemble du dispositif de garantie concurrentielle** constitué des différentes mesures. Ce dispositif doit être partagé avec les acteurs, en particulier les Collectivités, et l'Autorité doit aussi expliciter les recours dont chaque acteur pourra disposer au titre de ce dispositif en cas de dysfonctionnement.

SFR présente en réponse aux deux questions suivantes (n°5 et 6) les mesures qui lui semblent nécessaires quant à la gestion des accès et l'hébergement. Elles doivent être complétées par des mesures d'encadrement tarifaire et de priorisation des projets.

L'ARCEP a développé un modèle économique précisant le bilan global de l'opération de dégroupage à la sous-boucle pour un opérateur déjà présent au NRA origine. Le but de ce modèle est de donner une assise chiffrée à l'objectif de neutralité financière pour ces opérations. Selon nos estimations, la neutralité financière est atteinte aux conditions minimum suivantes :

- gratuité de l'hébergement,
- énergie fournie sans FAS – chaque opérateur payant l'énergie consommée,
- tarification de la fibre de backhaul de bout en bout (du répartiteur optique opérateur dans le NRA au répartiteur optique commun dans l'armoire à la SR) au prix d'un Lien Inter-Bâtiment FT,
- aide d'un montant de 5000 € en compensation des frais d'installation et de migration.

Le résultat du modèle doit permettre de préciser ces mesures d'encadrement tarifaire.

L'encadrement tarifaire est un élément essentiel du dispositif de garantie concurrentielle. Une fois discutées, les conclusions issues du modèle doivent s'imposer à tous. En particulier, et sauf à amener des arguments documentés en révision de ces conclusions, une Collectivité ne pourra pas légitimement à la fois mettre en œuvre un projet de financement public tout en contestant ces mesures.

Enfin, la priorisation des commandes doit être encadrée de manière volontaire.

Tout d'abord, SFR approuve la position raisonnable consistant de manière évidente à limiter les projets de Montée En Débit aux territoires sur lesquels un projet FTTh n'est pas envisageable dans une période de trois à cinq ans. Les zones dégroupées feront à ce titre l'objet d'un examen approfondi, la présence du dégroupage indiquant l'existence de réseaux des opérateurs alternatifs et une intensité de la concurrence propre à favoriser l'émergence d'un projet FTTh.



En second lieu, l'Autorité a indiqué dans les conclusions de ses recommandations de février 2010 que :

« Dans les zones non dégroupables, et au regard de leur plus faible impact concurrentiel sur le marché du haut débit, les projets de montée en débit via l'accès à la sous-boucle pourront être mis en œuvre plus rapidement. »*

France Telecom a annoncé en réunion multilatérale sur la Montée en Débit, à maintes reprises, que sa capacité opérationnelle sur les projets de MED était limitée à 2000 sous-répartiteurs par an. De la même manière, SFR a une capacité opérationnelle limitée à environ 600 répartiteurs ou sous-répartiteurs par an. La prise en compte de projets MED, surtout lorsqu'ils concerneront des NRA dégroupés, influenceront nécessairement à la baisse sur les capacités d'extension du dégroupage (à la boucle) pour SFR et provoquera pour l'ensemble des acteurs un arrêt prévisible de l'avancée du dégroupage en France. [...]

Enfin, quelques critères techniques simples conditionnent l'efficacité du projet de Montée En Débit et semblent s'imposer à tous. Ainsi, il est plus efficace de concentrer dans un premier temps l'effort industriel sur des SR dont l'atténuation au NRA est supérieure à 45 dB.

SFR préconise donc de prioriser les commandes selon un principe de phasage :

Phase 1 :

- éligibilité des seuls projets ayant fait l'objet d'un SDAN (Schéma Directeur d'Aménagement Numérique) avec consultation de tous les opérateurs présents sur le territoire concerné
- et en cas de demande supérieure à la capacité de production :
- priorisation des SR à plus de 45dB du NRA
 - priorisation, au sein des projets, des SR en zones non dégroupées

Réalisation d'un bilan national à l'issue de la phase 1 avec réévaluation des projets FTTh à date. Lancement d'une consultation publique avant la phase 2.

Phase 2 :

- éligibilité des seuls projets ayant fait l'objet d'un SDAN avec consultation de tous les opérateurs présents sur le territoire concerné,
- et en cas de demande supérieure à la capacité de production
- une priorisation des SR dans un rapport de 2 SR en zones non dégroupées pour 1 SR en zones dégroupées, en relation avec la capacité de production de France Telecom comparée à celles des alternatifs

Question 5 :

L'Autorité invite les acteurs à commenter le processus de migration des accès lors d'un projet de montée en débit via l'accès à la sous-boucle en mono-injection, en complétant si besoin les situations de migrations identifiées ci-dessus et en proposant les éventuelles règles et processus de migration pouvant répondre au besoins d'efficacité, de simplicité et de fluidité des opérateurs alternatifs.

SFR souhaite tout d'abord exprimer son rejet des solutions en bi-injection.



Les solutions de bi-injection nécessitent des restrictions des signaux DSL, ainsi qu'indiquées dans l'analyse de l'Autorité. Elles cumulent donc le désavantage d'un demi-résultat avec celui de la destruction d'une partie de la valeur des investissements passés.

Notons d'ailleurs que, sans encadrement, la bi-injection pourrait être mise en œuvre par n'importe quel opérateur tiers, qu'il soit présent ou non au NRA d'origine. Ceci permettrait des comportements nuisibles, consistant par exemple à imposer la bi-injection aux seules fins de protéger des investissements (services sur fibres par exemple) en aval des SR.

Les solutions de bi-injection seraient finalement le résultat d'une politique du « tout laisser-faire » à l'opposé d'une politique d'aménagement planifiée.

Il est donc nécessaire d'éviter les situations de bi-injection. Ceci renvoie à l'application d'un encadrement tarifaire équilibrée et à la gestion de la priorisation des commandes (cf. réponse à la question n°4) pour que les opérateurs disposent à la fois de l'espace économique et de la capacité de production leur permettant de rester dans une situation de mono-injection.

Il est aussi nécessaire de préciser les conditions dans lesquelles les accès sont fermés au dégroupage au NRA (requalification du SR en nouveau NRA), une fois que ces accès sont migrés au SR pour l'ensemble des opérateurs initialement présents au NRA origine. A la différence des migrations NRA HD, NRA ZO ou pour les besoins d'évolutions de l'architecture du réseau FT, la société France Télécom n'est pas a priori l'initiatrice des projets de Montée En Débit, et il n'est pas envisageable de laisser la fermeture des accès au NRA à la discrétion de France Télécom. Ce point nécessite donc un encadrement formel de l'Autorité.

SFR considère ensuite qu'une gestion non discriminatoire des projets de dégroupage à la sous-boucle en mono-injection suppose que chaque opérateur présent aux NRAs concernés puisse connaître la répartition de ses accès par SR, NDI par NDI.

Cette information par accès est déjà rendue disponible par France Telecom pour les opérateurs alternatifs dans les processus de migration NRA HD et NRA ZO, avec les mêmes délais de prévenance que ceux de l'opération de migration (une liste globale des NDI est communiquée en avance à l'opérateur conformément au délai de prévenance de l'opération globale, puis une mise à jour lui est communiquée quelques jours avant la migration effective).

Il convient que cette même information des accès par SR, NDI par NDI soit communiquée lors d'une opération de migration à la sous-boucle, dans des délais permettant à chaque opérateur concerné d'évaluer sa situation économique locale suffisamment en amont de la décision d'investissement. Il faut donc prévoir le processus adéquat pour produire (France Télécom) et communiquer (opérateur aménageur ?) cette information.

SFR attire enfin l'attention de l'autorité sur l'importance de garantir des processus non discriminatoires, notamment en matière de synchronisation d'installation et de migrations. L'ensemble des opérateurs doivent disposer des mêmes délais et conditions d'installation et surtout d'une migration synchronisée.

La migration des accès au titre des projets NRA HD, ZO, etc. s'est révélée être un enfer opérationnel. En effet, il est très fréquent que France Télécom reporte plusieurs fois, parfois avec des préavis très courts les opérations de migration. De plus, la migration physique des accès, dont SFR comprend qu'elle est souvent confiée par France Telecom à des sous-



traitants, n'est pas forcément réalisée à la date annoncée, la migration de tout ou partie des accès pouvant être décalée de un ou plusieurs jours.

Ces aléas ont pour conséquence que, d'une part, le report incessant de la date planifiée de migration empêche tout changement du service fourni sur l'accès et que, d'autre part, le décalage de la date effective de migration entraîne pour le Client final des coupures de plusieurs jours.

SFR demande à ce qu'un processus planifié à la demi-journée et synchronisé entre tous les opérateurs soit mis en place pour les opérations de migration à la sous-boucle et qu'un indicateur mensuel de respect des dates de migration soit institué.

**Question 6 :**

L'Autorité invite les acteurs à commenter son analyse en ce qui concerne l'hébergement à la boucle locale et à la sous-boucle locale et à détailler les mesures qui pourraient être prises pour rendre possible et rentable l'hébergement sur les très petits sites.

Hébergement à la sous-boucle

L'hébergement à la sous-boucle doit faire l'objet d'une standardisation nationale et fournir :

- une source d'énergie secourue
- une capacité d'accueil au moins basée sur le nombre d'opérateurs présents au NRA origine
- une capacité de raccordement d'accès par opérateur uniquement limitée par le nombre d'accès de la SR (pas de règle de dimensionnement limitante)
- la mise à disposition d'une paire de fibres optiques entre le SR et le NRA.
- la remontée et la mise à disposition des alarmes d'environnement
- un accès RTC pour chaque opérateur présent
- une GTR sur la maintenance de l'armoire (en particulier la maintenance des batteries)
- une optimisation des processus et une limitation des déplacements physiques (pas de déplacement spécifiques sur site obligatoire pour signature de documents, plan de prévention, etc. – pas de report de rendez vous imposés par les processus au-delà de dix (10) jours calendaires, etc.)

A ce stade des discussions, un lien de 24 fibres entre le SR et le NRA semble un minimum compte-tenu des besoins prévisibles.

Hébergement à la boucle locale

SFR souhaite les évolutions suivantes :

- suppression des règles limitant a priori le nombre de câbles de renvoi par opérateur et par emplacement
- suppression des déplacements obligatoires sur site pour signer les annexes de la Convention de dégroupage - pas de report de rendez vous (recette etc.) au-delà de dix (10) jours calendaires, etc.

Dans le cas du développement d'offres de collectes mutualisées avec FT des Points de Mutualisation sur la Fibre, il pourra être utile d'être en mesure d'héberger nos équipements Fibre au NRO, dans des modalités non discriminatoires par rapport à celles de France Télécom.

Question 7 :

L'Autorité invite les acteurs d'une part à commenter son analyse sur le bien fondé d'une obligation de résultat portant sur l'offre LFO pour le raccordement des NRA au potentiel avéré de dégroupage, et, d'autre part, à lui faire part d'éventuelles propositions d'évolutions.

Le LFO est un élément déterminant du dégroupage, tant par sa tarification que par sa disponibilité.



SFR approuve entièrement l'instauration d'une obligation de résultat portant sur l'offre LFO. Dans le périmètre des NRA au potentiel avéré de dégroupage, il faut inclure les NRA de petites tailles pouvant être inclus dans une boucle du réseau de l'opérateur dégroupé. La seule taille du NRA n'est donc pas un critère suffisant pour juger du potentiel avéré de dégroupage d'un NRA. Il serait sans doute plus simple d'estimer que si un opérateur décide de commander une LFO pour dégroupé un NRA c'est que le NRA a un potentiel avéré...

Compte tenu des problèmes de saturation de fibres optiques exposés par France Telecom, il pourrait être proposé que, à défaut de LFO, FT fournisse une fibre unique, et en dernier recours, une longueur d'onde sur une paire de fibres.

Cette obligation de résultat pour tous les NRAs pour lesquels un opérateur souhaite passer une commande ferme, assortie de la possibilité pour FT de fournir une fibre unique ou une longueur d'onde en lieu du lien LFO est raisonnable. Elle économisera l'énergie considérable dépensée par les opérateurs alternatifs pour contourner les réponses négatives de FT à leur demande d'étude LFO et évitera que l'on s'enlise plus avant dans un processus de communication des cartographies des fibres FT aux opérateurs et de vérification contradictoire de la non faisabilité effective des demandes de LFO refusées par FT.

SFR demande en outre :

- la possibilité d'utiliser l'offre LFO pour relier 2 NRA déjà dégroupés dans un but de sécurisation (réalisation d'une boucle). Effectivement l'offre LFO permet de dégroupé « par grappe » les NRA de proche en proche. Ces grappes peuvent comporter jusqu'à 50 000 clients (GP mais aussi entreprises), il n'est dès lors pas raisonnable de ne pas pouvoir sécuriser par bouclage la grappe de NRA dégroupés.
- la possibilité d'utiliser l'offre LFO entre deux NRA dégroupés par des opérateurs différents (de même que les moyens de transmission d'un tiers peuvent être utilisés par un opérateur pour collecter son trafic dégroupé). Ce cas correspond en particulier à la situation de mise en relation de NRA déjà dégroupés pour le compte de DSP [dans lesquelles SFR est majoritaire] à des NRA à dégroupé pour SFR. Cette « mixité contractuelle » entre les 2 extrémités de la LFO est actuellement refusée par France Telecom et est considérée par SFR comme un frein à l'extension du dégroupage.

Au-delà de l'obligation de résultat, il est nécessaire que les tarifs LFO baissent, en particulier pour les petits NRA afin d'inciter les opérateurs à poursuivre leur dégroupage. Cette baisse est rendue possible par la tarification actuelle de LFO, qui n'est pas orientée vers les coûts. La baisse pour les petits NRA doit être pilotée par l'Autorité afin que la tarification de l'ensemble de l'activité LFO soit orientée vers les coûts dès 2011.

Enfin, l'extension des déploiements FTTH en zones moins denses pose la question de la collecte des NRO créés dans ces zones : l'offre LFO peut représenter une solution pour les opérateurs alternatifs qu'il nous semble important de ne pas écarter.

Question 8 :

L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leurs observations relatives à une obligation d'accès portant désormais sur le raccordement en dégroupage des éléments de réseaux distants.



Réglementairement, France Telecom a une obligation de « faire droit à toute demande raisonnable d'accès à des éléments de réseau, ou à des moyens qui y sont associés, portant sur les offres de gros d'accès dégroupé à la boucle locale et à la sous-boucle locale cuivre » (décision n°2008-0835 art 3). Obligation sans restriction.

Les conditions contractuelles de l'offre de gros de dégroupage de FT restreignent son utilisation au seul raccordement de sites de clients finals. Cependant Orange utilise une telle offre pour raccorder ses équipements radios du type Wifi à son cœur réseau. L'Arcep en application du principe de non-discrimination, devra faire droit sans difficultés à la demande de SFR, et plus généralement aux autres opérateurs de radio-communications.

Par ailleurs, l'article 1er – 3) du règlement n°2887/2000 du Parlement Européen et de la Commission précise que « le présent règlement s'applique sans préjudice du droit de l'obligation, pour les opérateurs notifiés [i.e. en l'espèce France Telecom], de respecter le principe de non-discrimination lorsqu'ils utilisent le réseau téléphonique public fixe pour fournir à des tiers des services d'accès et de transmission à haut débit de la même façon qu'ils les fournissent à leurs propres services ou aux entreprises qui leur sont associées, conformément aux dispositions communautaires. »

L'Autorité de la concurrence a repris à son compte ce principe mais a également considéré qu'une interprétation restrictive du règlement précité, consistant à restreindre le bénéfice de l'offre de dégroupage aux seuls utilisateurs finals, « paraît restreindre les textes européens et nationaux réglementant le dégroupage » (avis n°04-A-01 §35).

De plus la restriction contractuelle imposée par France Telecom a pour effet de diminuer l'efficacité de l'investissement de SFR dans son réseau national dans la mesure où faute d'avoir accès à cette facilité essentielle (i.e. dégroupage), SFR ne peut pas utiliser son réseau pour raccorder ses sites radios de son entité mobile et doit recourir en conséquence à l'offre de raccordement de l'opérateur historique.

A l'évidence, une telle restriction ne favorise pas la concurrence par les investissements.

SFR salue donc l'initiative de l'ARCEP d'obligation de raccordement en dégroupage des éléments de réseaux distants. SFR y est favorable. En effet, cette obligation permettrait à SFR :

(i) En tant qu'opérateur mobile :

- d'optimiser les investissements consentis pour le raccordement des points de livraison des offres de gros de services de capacité de France Télécom ;
- de maîtriser soi-même jusqu'au plus près des éléments de réseaux distants (e.g. sites Radio Mobile) la Qualité du service de collecte de trafic ;

(ii) En tant qu'acteur des marchés de gros Fixes, de répliquer les offres propres de France Télécom sur le marché aval (e.g. AIRCOM).

L'extension de l'éligibilité de l'offre de dégroupage au raccordement des sites mobiles doit être accompagnée par la mise en place d'une tarification orientée coût qui soit le reflet des réalités des déploiements effectués. Pour exemple, l'ouverture de l'éligibilité de l'offre LPT aux sites Radio s'est accompagnée d'une surtaxe tarifaire de 80% pour le Mobile versus le tarif LPT fixe. Une telle surtaxe tarifaire est de nature à remettre en cause substantiellement



l'économie de cette offre à destination du Mobile, et ne nous semble, en tout état de cause, plus proportionnée.

A l'inverse des LPT « mobiles », l'usage du dégroupage pour raccorder des éléments de réseau sera multiple (BTS, Node B, points Wifi, autres) et évolutif. Il est donc raisonnable d'éviter toute surtaxe basée sur l'usage, mesure dont par ailleurs le fondement est contestable. Des options tarifaires propres à l'usage (GTR spécifique, ...) peuvent par contre être envisagées.

De même, cette obligation d'accès doit être accompagnée des mesures ci-dessous :

- la fourniture d'accès mono, bi et quadri paires,
- la fourniture au sein des offres associées de dispositifs de suivi de production et d'exploitation/maintenance permettant à SFR de répliquer le niveau de QoS des services propres de France Télécom sur le marché aval (e.g. AIRCOM),
- le suivi transparent de la saturation des accès France Télécom : la montée en débit des accès capillaires Radio peut multiplier les recours aux liaisons filaires de 2 ou 4 paires Cuivre sur le réseau de France Télécom (débits < 16Mbs). Dans ce cadre, il est demandé la mise à disposition d'un outil d'information préalable d'occupation des ressources,
- la publication des indicateurs de QoS et de saturation des offres de gros et des services propres de France Télécom sur le marché aval (e.g. AIRCOM).

Question 9 :

Plus globalement, les acteurs sont invités à faire part à l'Autorité de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné des obligations imposées à France Télécom en matière de dégroupage de la boucle locale cuivre.

Le 3^{ème} cycle d'analyse devra faire l'objet d'une révision de la structure tarifaire du dégroupage.

Les opérateurs alternatifs sont fortement pénalisés par les tarifs des prestations annexes (dit « petits » tarifs). Ces tarifs sont supposés refléter la causalité des coûts (location d'espace, énergie, câbles de renvoi) alors que dans la réalité les coûts des NRA sont des coûts fixes sans lien direct avec la prestation. Le système actuel permet à France Télécom, historiquement premier opérateur présent au NRA, de minimiser ses coûts et de faire contribuer démesurément les opérateurs alternatifs arrivés plus tard.

France Télécom bénéficie de l'incohérence des structures tarifaires entre dégroupage et bitstream :

- en faisant payer sur les zones dégroupées un tarif de location de paire de cuivre péréqué au niveau national. Les alternatifs paient donc sur les zones où ils sont présents un tarif supérieur au coût de la zone qu'ils dégroupent.
- en faisant payer un tarif de non éviction sur la zone non dégroupée calculé (via le modèle du coût de l'accès dégroupé) à partir des tarifs annexes qui sont eux dépéqués. Ce tarif conduit à un coût d'hébergement à la ligne supérieur à un coût péréqué au niveau national.

Les coûts pour les opérateurs alternatifs sont d'autant plus importants que la taille du NRA est petite. Cette situation conduit naturellement à restreindre la concurrence dans les zones



les moins denses, du fait d'une barrière à l'entrée au dégroupage d'autant plus élevée que le NRA est petit.

Afin de rétablir l'équité concurrentielle, un tarif unique de la prestation d'hébergement à la ligne devrait être retenu tant pour le dégroupage que pour le bitstream.

Le tarif, unique, de la prestation d'hébergement devrait être fixé en fonction des coûts moyens de France Télécom, opérateur de gros du haut débit. En tant que tel, France Télécom fournit des prestations d'hébergement :

- pour ses propres lignes de détail, qu'elles soient d'ailleurs modélisées en bitstream ou en dégroupage dans la séparation comptable,
- pour le dégroupage des opérateurs alternatifs,
- pour les lignes commercialisées en bitstream.

L'ensemble des coûts correspondant à ces prestations devra être mutualisé. En effet, il est difficile de séparer ces coûts dans la mesure où, en pratique, un même NRA peut héberger des lignes vendues par France Télécom détail (et valorisées selon les NRA comme du bitstream ou du dégroupage dans la séparation comptable), des lignes vendues comme du bitstream sur les mêmes DSLAM, et des DSLAM d'autres opérateurs. Dans ces différents cas de figure, une partie importante des coûts est mutualisée (DSLAM communs entre le détail et le bitstream, infrastructures des câbles de renvoi, espace...). Dès lors, ne pas mutualiser le calcul des coûts conduirait à des approches artificielles ne prenant pas en compte la réalité des effets d'échelle et d'envergure : ainsi par exemple, France Télécom détail bénéficie de la présence du bitstream qui réduit ses coûts unitaires.

Le coût moyen correspond alors à l'ensemble des coûts supportés par France Télécom au NRA, quel que soit l'opérateur de détail ou le marché de gros considéré (France Télécom détail, dégroupage et bitstream), et rapporté à l'assiette de ligne correspondant au même périmètre.

Nos estimations sur la base du modèle ARCEP du dégroupage aboutissent à un prix moyen compris entre 1,0 et 1,5 euros par ligne et par mois.

Question 10 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le périmètre des infrastructures de génie civil concernées par l'obligation d'accès et notamment sur les appuis aériens. Concernant ces derniers l'Autorité souhaite notamment recueillir les analyses des acteurs quant aux modalités qui permettraient d'étendre l'obligation d'accès portant sur France Télécom aux appuis communs, dont France Télécom n'est pas propriétaire, accueillant à la fois les réseaux de distribution électrique et les réseaux de boucle locale cuivre de France Télécom.

Comme indiqué dans notre réponse à la question n°1, les appuis aériens peuvent être de natures très diverses.

Pour ce qui concerne les appuis communs dont France Telecom n'est pas gestionnaire, et en particulier les poteaux supportant le réseau électrique de distribution basse tension, les premières études font apparaître que certains parcs de poteaux ne pourraient pas accueillir



de câbles supplémentaires sans une mise en conformité onéreuse du poteau. D'autres problèmes opérationnels apparaissent également.

Ces poteaux sont, dans la majorité des cas, propriété de la collectivité locale et concédés en gestion à ERDF ou à une régie. La définition d'une obligation d'accès à ces appuis communs ne peut passer que par la constitution préalable sous l'égide de l'ARCEP d'une entité rassemblant tous les acteurs concernés pour débattre de ce sujet et de ses implications. Les acteurs concernés sont à minima :

- les Collectivités,
- les Opérateurs,
- la CRE (Commission de Régulation de l'Energie),
- la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies).

Cette définition passera nécessairement par des expérimentations préalables.

Pour ce qui concerne les appuis en façade, le régime des autorisations semble devoir être éclairci. Dans le cas général, la pose d'un câble en façade est soumise à l'approbation du propriétaire. Dans le cadre particulier des télécoms, le concept de servitude en partie commune peut être évoqué. Enfin, la disposition historique des câbles cuivre France Telecom cheminant sur les façades crée une situation particulière.

Il semblerait à priori raisonnable que les autorisations de pose ne dépendent pas de chaque propriétaire, mais de la Collectivité compétente en matière de service de télécommunications.

Les expérimentations en cours sont une première source d'information. [...]

Dans l'attente d'une offre de référence permettant l'accès aux poteaux dont France Télécom est gestionnaire, il faut s'assurer que ce dernier ne puisse pas mettre en œuvre ce type de déploiement pour ses propres besoins.

Question 11 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'évolution des principes relatifs aux règles d'ingénierie et de désaturation tels que décrits ci-dessus.

SFR considère qu'il est pertinent de distinguer les natures et coûts de saturation liés à l'usage normal du génie civil (saturation « objective ») de ceux découlant d'une surconsommation induite par l'utilisation d'une technologie peu vertueuse. Dans cette perspective, SFR souhaite que l'ARCEP définisse clairement les critères objectifs de distinction et d'allocation de ces deux natures de désaturation sur chaque segment du transport et de la distribution du génie civil. SFR attire par ailleurs l'attention de l'Arcep sur le fait que les désaturations liées à une surconsommation dans le cadre d'un déploiement en point-à-point peuvent avoir lieu dans le segment de la distribution, notamment autour du sous-répartiteur cuivre : celles-ci ne doivent pas faire l'objet d'un partage des coûts entre les opérateurs.

Concernant la temporalité de l'opération de désaturation, si l'on considère les contraintes de déploiement ou de raccordement d'immeubles ou d'Entreprises (idéalement, un délai autour d'un mois), la désaturation corrective avec la mise en place d'un outil de suivi de l'occupation des infrastructures paraît mieux adaptée. Cependant, nous attirons l'attention de l'Autorité sur la complexité de mise en œuvre d'une telle option : en effet, les trajets empruntés ne



sont pas les forcément les mêmes selon les opérateurs, il sera difficile d'anticiper dans quelles chambres quel opérateur souhaitera installer ses boîtiers, et même plus basiquement, d'identifier si des opérateurs sont déjà passés ou pas sur un tronçon en cours de déploiement. Ce sujet pourrait donc être instruit en réunion multilatérale ad hoc.

Enfin SFR souhaite une évolution des offres de référence afin que les opérations de reconstruction de génie civil puissent être réalisées par SFR et ensuite rétrocédées à France Télécom, comme c'est le cas aujourd'hui pour le sous-tubage.

Question 12 :

L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leurs observations relatives à une telle obligation d'accès portant sur le raccordement des éléments de réseaux distants via les offres d'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom.

SFR approuve entièrement l'obligation d'accès portant sur le raccordement des éléments de réseaux distants.

Les éléments de justification sont pour l'essentiel similaires à ceux que SFR expose en réponse à la question n°8.

La mise en œuvre de cette obligation doit s'accompagner d'une offre d'accès à l'information similaire à celle existante dans l'offre d'accès au génie civil de France Télécom pour les réseaux FTTH et l'offre GC-RCA.

Question 13 :

Plus globalement, les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom en matière d'accès à ses infrastructures de génie civil.

D'une manière générale, l'opérateur historique bénéficie d'une infrastructure essentielle qui lui permet de garder une latitude commerciale et opérationnelle que les opérateurs alternatifs ne peuvent atteindre que progressivement au travers de nouvelles offres d'accès au génie civil en début d'industrialisation.

Tout d'abord, l'offre FTTH n'est pas encore parfaitement industrialisée. Nous insistons notamment sur la nécessité de surveiller de près l'offre d'accès aux fourreaux FTTH, notamment en terme d'industrialisation des échanges (et notamment sur les adductions d'immeubles), car les délais et contraintes actuels ne sont pas acceptables. La dernière version des CG/CS reçue cet été cherche à imposer de nombreux reculs sur des dispositions existantes.

Il convient par ailleurs évidemment, d'autoriser le raccordement d'entreprises via l'offre d'accès aux fourreaux FTTH, afin de pouvoir mutualiser nos déploiements sur une même zone.

Par ailleurs, le recours à ces offres d'accès au génie civil n'exempte pas les opérateurs alternatifs de déploiement de génie civil en propre dont le délai incompressible reste pénalisant, notamment pour le raccordement Entreprises.



De plus, bien que les offres d'accès au génie civil de France Télécom couvrent les infrastructures de la boucle locale, les offres de références actuellement disponibles, par exemple GC RCA, limitent l'accès à 10 chambres consécutives. Le traitement des accès de plus de 10 chambres est assujéti à un délai supplémentaire qui pénalise le délai global de raccordement. SFR souhaite que ces offres de référence portent leur éligibilité sur l'ensemble des chambres de la boucle locale sans dégradation du délai standard de traitement actuel.

Enfin, en zones moyennement denses, l'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom nécessite l'utilisation de deux offres distinctes couvrant la boucle locale (e.g. GC RCA) et le domaine public routier (offre LGC DPR). Les dispositions opérationnelles d'accès à ces deux offres ne sont pas à date harmonisées et constituent une difficulté supplémentaire au raccordement Entreprises.

Question 14 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom au titre de la non discrimination.

SFR souhaite insister sur l'importance des obligations imposées à France Telecom au titre de la non-discrimination en ce qui concerne plus particulièrement la circulation de l'information au sein de l'entité France Telecom.

France Telecom est un opérateur verticalement intégré, actif aussi bien sur l'ensemble des marchés de gros (infrastructure, accès) que sur le marché de détail de l'accès haut débit et très haut débit pour le segment entreprises à travers sa filiale Orange Business Services, ou sur le segment grand public à travers sa marque Orange.

A ce titre, la branche de gros de l'opérateur historique dispose d'informations à caractère stratégique concernant aussi bien les opérateurs tiers (projets de déploiement) que les orientations futures (tarifaires et opérationnelles) de ses offres de gros.

En l'absence d'un véritable cloisonnement entre ses branches de gros et de détail, cette dernière peut anticiper et ajuster sa politique commerciale au détriment des règles de concurrence par les mérites.

Or, la régulation ex post n'est pas adaptée lorsqu'il s'agit de pratiques ponctuelles dont les traces ne subsistent pas forcément (transmission d'informations entre collaborateurs de l'entité France Telecom par exemple).

C'est la raison pour laquelle SFR demande à l'Autorité d'imposer à l'opérateur historique un certain nombre d'engagements concrets et vérifiables permettant de garantir à l'ensemble du marché qu'un cloisonnement a bien été mis en place entre les collaborateurs des différentes entités de gros d'une part, et de détail d'autre part, au sein du groupe.

SFR attire également l'attention de l'Autorité sur la situation particulière des marchés de détail entreprises et des discriminations que les opérateurs alternatifs peuvent subir. En particulier, l'offre de gros de dégroupage n'intègre aucune spécificité entreprise hormis la Garantie de Temps de Rétablissement (GTR). Hors la qualité d'un service ne peut se résumer à la GTR.



SFR souhaite qu'au-delà des débats abordés en réunion multilatérale traitant les accès professionnels et dont la vocation est limitée à la résolution de problèmes strictement opérationnels, l'Autorité mette en place un groupe de travail pour instruire de manière proactive toute demande relative à des discriminations avérées, supposées ou potentielles et faire progresser le cas échéant les offres de gros concernées en évitant le cadre contentieux.

Parmi les sujets qu'une telle instance pourrait prendre en compte dès le début 2011, SFR souhaite présenter ses demandes relatives :

- à la gestion des rendez vous dégroupage pour les clients entreprises
- à l'accès aux informations relatives aux têtes des câbles cuivre arrivant sur des sites mixtes ou professionnels, ainsi qu'aux informations sur les paires non utilisées disponibles à une tête donnée
- à la capacité d'un opérateur alternatif à faire installer une nouvelle tête de câble
- à la capacité d'un opérateur de mettre en œuvre un accès sur une tête donnée
- à la capacité d'un opérateur alternatif à répliquer des prestations coordonnées telles qu'Orange Business Services peut les offrir à ses clients

Concernant les déploiements dans les fourreaux de France Télécom, le contrôle d'un respect par France Télécom des même processus que ceux des autres opérateurs nous apparaît évidemment fondamental. Cependant, nous nous interrogeons également sur les moyens de contrôler le fait que Numéricâble soit assujetti à ces mêmes règles, comme le demande l'Arcep.

Question 15 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom au titre de la transparence.

SFR juge que les obligations imposées à France Télécom au titre de la transparence ne sont pas suffisantes.

Pour ce qui concerne les obligations de transparence concernant l'accès, SFR souhaite accéder a priori et en masse aux informations de constitution de la boucle locale cuivre en vue de satisfaire les besoins du marché entreprises (voir également notre réponse à la question n°14 sur la non-discrimination). En effet, les informations préalables et le processus de commande d'un accès sont basés sur l'adresse postale (formellement l'adresse fiscale). Cette adresse, la plupart du temps significative pour le grand public et éventuellement les professionnels, perd toute sa pertinence pour les entreprises. Dès lors, SFR a besoin de disposer des informations de constitution de la boucle locale pour pouvoir délivrer à ses clients entreprises dans des délais courts et fiables des services complets basés sur ces accès.

SFR souhaite également une amélioration de la transparence relative à la saturation des NRA. Des progrès significatifs ont été accomplis courant 2010 sur ce sujet, mais ne règlent pas l'ensemble des problèmes de saturation. France Télécom doit améliorer sa transparence en mettant à jour mensuellement tout problème de nature à empêcher ou restreindre les capacités de dégroupage d'un opérateur, même si ce problème ne concerne pas la saturation du répartiteur général.



Pour ce qui concerne la transmission des Conventions, SFR s'inquiète du passage annoncé par France Télécom des Conventions à une structure Conditions Générales (CG) / Conditions spécifiques (CS). Dans cette structure, les CS, partie intégrante et déterminante du contrat, seront modifiables unilatéralement par FT. Il apparaît dès lors raisonnable que ces CG/CS soient transmises à l'Autorité préalablement à leur mise en œuvre.

Question 16 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom en termes de qualité de service

Concernant les obligations imposées à France Télécom sur la qualité de service de ses offres de gros, SFR soutient l'analyse de l'ARCEP qui affirme que la qualité de service des offres de détail des opérateurs alternatifs dépend grandement de celle de France Télécom sur les offres de gros.

La publication d'indicateurs n'est pas suffisante, des engagements de niveau de qualité de service doivent figurer dans les conventions pour l'ensemble des offres de gros et être accompagnés de pénalités suffisamment incitatives.

[...]

Les offres de détail entreprise proposées par SFR Business Team sont construites en partie sur l'offre de gros de dégroupage dont les processus restent globalement limités à la satisfaction des besoins du marché résidentiel. Le marché des entreprises est exigeant et ne peut se contenter de la QoS limitée qui est proposée sur le marché résidentiel. Afin de palier ces carences, SFR a dû, dans un certain nombre de cas, négocier unitairement des offres sur mesure (OSM) avec France Telecom. SFR déplore que l'amélioration nécessaire de la QoS se fasse via des OSM à la seule appréciation de FT en induisant délais et coûts supplémentaires, et de fait des pertes d'efficacité notables pour les clients de SFR Business Team, et in fine une concurrence insuffisante sur le marché de détail.

Plus généralement, le marché entreprise est particulièrement exigeant (respect des délais et des RDV, GTR, « accompagnement » du client) et nécessite des informations spécifiques non disponibles dans les offres de gros.

[...]

Question 17 :

Les acteurs sont invités à commenter l'analyse de l'Autorité conduisant à ne pas imposer à ce stade à France Télécom d'obligation d'accès à son réseau de boucle locale en fibre optique.

Les offres de gros fondées sur le génie civil ne sont pas suffisantes pour les besoins du marché entreprises. En effet :

- dans les poches de basse densité des zones denses, des coûts d'investissements importants sont nécessaires pour raccorder les points de mutualisation,



- dans les zones non denses, le coût d'investissement pour raccorder le point de mutualisation est d'autant plus important qu'il n'est pas nécessairement mutualisé avec le raccordement Grand Public ;
- le délai opérationnel nécessaire pour le raccordement d'un site via les offres d'accès au génie civil n'est pas compatible avec les besoins et demandes du marché entreprises.
- les offres de type CE2O ne laisse pas un espace économique suffisant pour répliquer efficacement les offres de détails d'OBS. De plus, ces offres interdisent toute possibilité de différenciation, tant au niveau de l'architecture (connaissance des parcours, type de sécurisation, etc.) qu'au niveau du débit (limitation à 100Mb/s).

Cette situation crée un besoin d'investissement inéquitable entre France Télécom et les opérateurs alternatifs, au détriment de ces derniers et d'autant plus important à régler rapidement lorsque France Télécom annonce un plan d'investissement massif de plus de 2 milliards d'euros d'ici 2015.

Par conséquent, SFR considère que l'imposition par l'ARCEP d'une obligation d'accès au réseau de boucle locale en fibre optique de France Télécom pour livrer des entreprises constituerait un remède efficace pour les zones précitées.



Marché de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational (marché n°5)

Question 18 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'exclusion des offres fondées sur le câble et l'inclusion des offres fondées sur la fibre optique du marché. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements ils estimeraient pertinent d'inclure ou d'exclure tout ou partie de ces offres.

SFR est d'accord avec l'analyse de l'Autorité.

Question 19 :

Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la délimitation retenue du marché pertinent

SFR est d'accord avec la définition du marché pertinent.

Question 20 :

Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse menée par l'Autorité et la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché

SFR accueille favorablement l'analyse de l'Autorité à propos de la dimension nationale du marché ainsi que l'influence significative exercée par l'opérateur historique.

Question 21 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de fournir ses offres d'accès haut débit activées en ATM aux deux niveaux régional et départemental, en IP et Ethernet au niveau régional uniquement

La distinction entre les deux niveaux régional et départemental renvoie à la fois à une problématique technique et une problématique tarifaire.

La tarification des accès haut débit activés est jusqu'à ce jour plus attrayante au niveau départemental qu'au niveau régional. Ceci correspond d'une part à une volonté de développement de la concurrence par les infrastructures, le tarif départemental incitant les opérateurs à déployer leur réseau propre jusqu'à ce niveau, et d'autre part à la réalité des coûts puisque historiquement la collecte offerte par France Télécom (quelque soit l'interface de livraison) a été architecturée autour de son réseau ATM et que dans ce réseau ATM, une collecte remontant au niveau départemental coûte à l'évidence moins cher qu'une collecte remontant au niveau régional.



SFR a en conséquence investi massivement (plus d'une centaine de millions d'Euros, dont quarante pour les seuls équipements ATM) dans un réseau ATM en propre descendant jusqu'aux points de livraison départementaux où FT met à disposition son offre de collecte.

Ces investissements considérables de SFR se traduisent aujourd'hui par un réseau SFR départemental capillaire. Ce réseau qui sert à la fois au transit du trafic provenant des NRA dégroupés par SFR et celui des NRA collectés en bitstream est, historiquement, fortement structuré par l'offre de collecte départementale de FT. Cette structuration s'exprime notamment en termes de topographie, de débit disponible sur chacune de ses branches, de sécurisation du trafic, d'architecture du réseau (choix de remonter le trafic en niveau 2 ou niveau 3 sur chacun des segments constitutifs).

L'offre de collecte IP de FT est une offre historiquement basée sur le réseau ATM de l'opérateur historique. Comparée à l'offre ATM, l'offre IP introduit par ailleurs différentes contraintes d'exploitation (au niveau de l'identification des accès en particulier). L'offre de collecte Ethernet de FT est une offre nouvelle, basée au moins en partie sur un réseau nativement opéré en Ethernet. Ethernet est une technologie de transmission nouvelle pour les opérateurs qui, de l'avis de l'ensemble des acteurs du secteur des télécoms, apporte des gains de coûts de plusieurs ordres de grandeur et des facilités d'exploitation que ne peuvent offrir les réseaux ATM.

SFR a depuis longtemps fait le choix de ne pas utiliser la collecte IP et de gérer la quasi-totalité de ses accès bitstream en collecte ATM. SFR est intéressé par la technologie Ethernet, mais les tarifs actuels de l'offre Ethernet de France Télécom sont totalement dissuasifs comparés à ceux de l'offre ATM et empêchent de ce fait toute utilisation massive de cette technologie par les opérateurs alternatifs.

Hors France Télécom ouvre de nouveaux NRA n'offrant que la collecte IP et Ethernet, et oblige à la migration des accès du NRA origine vers le nouveau NRA. SFR n'a donc d'autre choix que d'utiliser la collecte Ethernet. La migration forcée vers la collecte Ethernet a donc, de facto, commencé.

Au demeurant, l'ouverture de cette de collecte Ethernet, annoncée par France Telecom dès 2008, ne progresse finalement qu'avec retard, suivant les seuls besoins et contraintes de France Telecom. Un opérateur comme SFR est donc obligé d'utiliser la collecte Ethernet et de maintenir son réseau de collecte ATM, et ce, pour une période aujourd'hui non définie.

France Télécom a par ailleurs indiqué qu'elle ne souhaitait mettre en œuvre qu'une collecte Ethernet régionale, et qu'en tout état de cause, une collecte Ethernet départementale aurait des coûts supérieurs à une collecte régionale.

Ainsi l'introduction d'une offre de collecte Ethernet partiellement déployée combinée avec des migrations forcées pour certains NRA entraîne pour les opérateurs des investissements supplémentaires. Il est nécessaire d'investir dans de nouvelles portes de collecte, en parallèle des portes ATM existantes. Il faut par ailleurs faire évoluer le réseau existant pour s'adapter à une structure de collecte . [...]

France Télécom impose donc l'architecture de son nouveau réseau Ethernet et le calendrier des migrations en fonction de son propre plan d'affaires et suivant ses seules contraintes opérationnelles. Il est raisonnable qu'elle supporte également les surcoûts qu'elle induit de ce fait chez les opérateurs alternatifs.

Aussi SFR demande que l'ensemble des coûts de mise en place d'une double architecture de collecte ainsi que les coûts de migration imposée d'une collecte départementale à une



collecte régionale soient prise en compte par France Télécom par des mesures d'accompagnement adéquates, inscrites dans l'Offre de Référence.

De plus, et quelque soit le niveau départemental ou régional retenu, l'introduction de la technologie Ethernet, vecteur de progrès technique considérable, ne peut se traduire que par une diminution significative de la facture bitstream des opérateurs alternatifs, et en particulier du coût de collecte.

Ainsi la facture de la collecte Ethernet d'un parc d'accès donné doit être significativement plus basse que la facture de la collecte ATM du même parc à usage réel identique.

Question 22 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la proposition de l'Autorité de ne pas imposer, à ce stade, à France Télécom d'obligations d'accès pour les offres de gros d'accès activées sur fibre livrées au niveau infranational.

SFR est d'accord avec les différents points de l'analyse conduite par l'Autorité relative au traitement des offres de gros d'accès très haut débit activées. Il est en effet nécessaire que le cadre réglementaire applicable aux zones moins denses soit finalisé et que les déploiements des opérateurs prennent de l'ampleur pour observer et évaluer la dynamique concurrentielle dans ces zones.

De plus, les offres de gros d'accès très haut débit activées soulèvent encore différentes problématiques techniques (compatibilité ONT-OLT, politique de gestion du trafic dans les architectures PON et Point-à-Point, etc.) qui n'ont pas encore été pleinement débattues entre les acteurs du secteur à ce jour.

Cependant, SFR invite l'Autorité à la plus grande vigilance dans son analyse de la dynamique concurrentielle sur ces zones. Un remède possible pourrait consister en une obligation d'une offre d'accès activés sur fibre si les opérateurs alternatifs n'avaient pas la capacité, financière, opérationnelle ou commerciale, à aller aussi vite qu'Orange dans les déploiements en zone 2. Cette capacité nécessite en particulier des offres de cofinancement et de collecte (PM, NRO) adaptées. En cas de difficultés manifestes, l'Autorité devrait pouvoir contraindre France Télécom à proposer une offre de bitstream sur fibre optique, respectant un principe d'orientation vers les coûts, afin de permettre aux principaux opérateurs alternatifs de contribuer à l'établissement d'une réelle concurrence nationale sur la fibre optique, tout en investissant progressivement dans leurs propres infrastructures.

Question 23 :

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence de ne plus retenir le principe de non-éviction par rapport au dégroupage mais de retenir uniquement le principe de l'orientation vers les coûts comme obligation tarifaire imposée à France Télécom pour ses offres de gros d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational.

SFR accueille très favorablement l'analyse de l'Autorité. SFR insiste sur la nécessité de passer à une stricte orientation vers les coûts sans période de transition, tout en préservant



l'égalité concurrentielle et l'incitation à l'investissement pour les NRA dont la faisabilité du dégroupage est avérée.

Problème concurrentiel aigu

La contrainte de non-éviction a jusqu'à ce jour crée un déséquilibre structurel puisqu'elle contraint les opérateurs à payer un surcout pour les NRA qui ne sont pas dégroupés, ni raisonnablement dégroupables. Ce surcout génère une marge considérable pour France Telecom, ainsi que l'atteste la séparation comptable, amplifiant le déséquilibre concurrentiel.

L'abandon de la règle de non éviction s'avère indispensable et urgente au regard des nouvelles offres quadruple play particulièrement agressives lancées par Orange et dont la répliquabilité en zone non dégroupée s'avère très problématique étant donné le tarif artificiellement élevé de l'offre de bitstream. La nouvelle offre quadruple play d'Orange est une offre nationale. Force est de constater que la branche de détail de l'opérateur historique n'a, une fois de plus, pas attendu la baisse des tarifs de gros de l'offre de bitstream pour lancer une offre sur le marché de détail dont les conditions tarifaires ne sont pas compatibles avec les tarifs de l'offre de gros d'accès activé.

Ceci met en lumière la situation particulière dans laquelle se trouve l'opérateur historique qui, en l'absence de séparation fonctionnelle, peut s'appuyer sur l'offre de gros la plus avantageuse pour construire ses offres de détail, et ce, sur une très grande proportion du territoire national.

Juste évaluation des coûts

L'évaluation des coûts pour les offres de gros d'accès haut débit activées doit bien se faire sur l'ensemble du parc de détail (hors accès dégroupés par les tiers) qui doit servir de base à l'évaluation des coûts du bitstream. En effet, en raisonnant sur une base technique et selon une logique de séparation comptable, Orange sur le marché de détail utilise bien une ligne dégroupée par l'entité réseau ainsi que le réseau de collecte. Ce produit associant un accès activé et une collecte de trafic correspond en réalité à un produit de bitstream tel qu'utilisé par les opérateurs alternatifs.

Pour ce qui concerne plus précisément la partie collecte, qu'elle soit en ATM ou en Ethernet, la collecte bitstream doit être strictement orientée vers les coûts encourus par France Télécom évalués sur une base de coûts comptables. SFR demande aussi à ce que l'Autorité veille à la juste appréciation du périmètre de ces coûts qui doivent être évalués en particulier à l'aune des coûts supportés par FT sur l'ensemble du parc hors les accès dégroupés, c'est-à-dire l'ensemble des accès bitstream et des accès commercialisés au détail par Orange.

Suppression du principe de non éviction - préservation de l'incitation à l'investissement

SFR demande l'application d'une tarification strictement orientée vers les coûts pour les NRAs non dégroupés ni raisonnablement dégroupables et les SRs. Ce critère est évalué nœud de réseau par nœud de réseau et pourra évoluer dans le temps, notamment à la suite des opérations de Montée En Débit.

Pour les autres NRA, il est nécessaire de conserver une tarification respectant l'égalité concurrentielle entre les acteurs et l'incitation à l'investissement.

Enfin, le cumul des sur-marges engrangées par le passé par France Telecom au détriment des opérateurs tiers et de leur capacité d'investissement, du fait de l'écart conséquent entre les coûts de fabrication de cette offre de gros et ses tarifs sur le marché de gros, doit être reversé au bénéfice de l'ensemble du marché par une baisse supplémentaire de l'accès activés sur la période 2011-2013.



* * *